ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 janvier 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 juin 1995 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles", a donné le 6 février 1996 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 januari 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 juni 1995 betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken", heeft op 6 februari 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

> "Etant donné que le projet d'arrêté mentionné en rubrique a pour objet de compléter l'arrêté du 23 juin 1995 afin de garantir la sécurité juridique dans le cadre de la perception, de la répartition et du remboursement de la rémunération pour copie privée, il est opportun de veiller à ce que cette réglementation entre en vigueur le plus rapidement possible. A défaut, les questions qui sont réglées par ce projet d'arrêté sont susceptibles de donner lieu à des interprétations divergentes de la part des milieux concernés".

*

* *

Observation générale.

Etant donné le nombre important de modifications que l'arrêté en projet apporte à l'arrêté royal du 23 juin 1995 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles, il est recommandé de remplacer entièrement l'arrêté royal du 23 juin 1995 par un nouvel arrêté.

Examen du projet.

Dispositif.

Article 2.

1. Invité à préciser les motifs pour lesquels, au paragraphe 2, alinéa 1er, de l'article 3bis en projet, le montant de la rémunération est fixé à 1,5 p.c. du prix de vente en ce qui concerne les appareils qui sont des systèmes intégrés, et à justifier ainsi le sort distinct prévu pour ces appareils au regard du principe de l'égalité devant la loi, le délégué du ministre a communiqué la réponse suivante :

> "Le taux de 1,5 pour cent du prix de vente pratiqué par le fabricant, acquéreur intracommunautaire ou importateur de systèmes intégrés a été fixé de manière à ce qu'au niveau du marché de l'ensemble des systèmes intégrés la rémunération perçue du chef de leur fonction de reproduction corresponde approximativement à ce qu'eût été cette rémunération au taux de 3 pour cent perçue, d'une part, sur les systèmes intégrés dans une enveloppe unique et, d'autre part, sur le seul élément permettant la reproduction, dans les systèmes intégrés formés d'une enveloppe par fonction, mais vendus comme un seul produit. Cette approximation a en outre été légèrement corrigée vers le bas étant donné qu'il est justifié de considérer que la rémunération pour les systèmes intégrés soit inférieure à celle perçue sur les systèmes permettant uniquement de réaliser des copies privées.
>
> Cette approche présente l'avantage d'éviter la discrimination entre les systèmes intégrés suivant qu'ils soient présentés dans une seule enveloppe ou non. La correspondance ne peut être qu'approximative étant donné la diversité des systèmes intégrés existants".

Cette explication gagnerait à être complétée. Il conviendrait, en particulier, de préciser l'affirmation qui est contenue dans la seconde phrase du premier alinéa de la réponse du délégué : pour quels motifs est-il "justifié de considérer que la rémunération pour les systèmes intégrés soit inférieure à celle perçue sur les systèmes permettant uniquement de réaliser des copies privées" ?

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, définit ce qu'il faut entendre par "système intégré". Cette définition trouverait mieux sa place à l'article 1er parmi les définitions qui y sont énoncées.

3. Il résulte des alinéas ler et 2 de l'article 55 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins que les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles ont droit à une rémunération pour la reproduction privée de leurs oeuvres et prestations et que cette rémunération doit être versée lors de la mise en circulation sur le territoire national de supports utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ou d'appareils permettant cette reproduction. La loi ne contient pas d'habilitation qui permettrait au Roi d'établir des exceptions à ces règles.

En conséquence, il n'est pas au pouvoir du Roi de prévoir, comme l'envisage le paragraphe 3 de l'article 3bis en projet, que "la rémunération pour copie privée applicable

aux supports informatiques utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ainsi qu'aux appareils informatiques permettant cette reproduction est fixée à 0 pour cent du prix de vente pratiqué par le fabricant, l'acquéreur intracommunautaire ou l'importateur de ces supports ou appareils", c'est-à-dire, en réalité, d'accorder une exemption de rémunération pour ces supports et ces appareils.

Certes, la question peut se poser si la rémunération prévue par la loi est due, dans le cas d'appareils et de supports qui, pour reprendre les termes employés par le rapport au Roi à propos des appareils et supports informatiques, "ne sont pas actuellement utilisés de façon significative pour la reproduction privée d'oeuvres sonores et d'audiovisuelles". Mais il s'agit là d'un problème d'interprétation de la loi, que le Roi n'a pas le pouvoir de trancher.

Le paragraphe 3 doit donc être omis.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article 3ter et pour l'article 3quater, § 3, alinéas 3 et 4, en projet.

Article 4.

Au paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 3quater en projet, le texte doit préciser les critères sur la base desquels le ministre exercera le pouvoir qui lui est reconnu.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 3, en projet.

Article 8.

Comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a déjà observé dans son avis L. 24.380/2 sur la disposition devenue l'article 6 de l'arrêté royal du 23 juin 1995, il appartient au Roi de déterminer quels sont les renseignements nécessaires à fournir en vue du contrôle de la perception de la rémunération, puisque, selon l'article 55, alinéa 3, de la loi du 30 juin 1994, les modalités de contrôle de la rémunération doivent être fixées par le Roi. Ce pouvoir ne peut être délégué au ministre que pour régler des questions de détail.

L'article 6 en projet doit être revu en conséquence.

Article 9.

1. En fixant les modalités du remboursement de la rémunération que prévoit l'article 57 de la loi du 30 juin 1994, le Roi ne peut méconnaître le principe du droit au remboursement que consacre cette disposition.

A cet égard, on ne peut exclure que l'application des dispositions que contiennent les alinéas 2 et 4 en projet de l'article 7 de l'arrêté royal du 23 juin 1995, conduise à des situations dans lesquelles certaines personnes ne puissent exercer le droit au remboursement que leur reconnaît l'article 57 de la loi du 30 juin 1994.

Ces dispositions doivent être revues pour concilier parfaitement le souci d'éviter une charge administrative excessive à la société de gestion des droits et le principe du droit au remboursement consacré par l'article 57 de la loi du 30 juin 1994.

2. L'alinéa 6 en projet de l'article 7 de l'arrêté royal du 23 juin 1995 organise un régime d'exemption de la rémunération prévue par l'article 55 de la loi du 30 juin 1994.

Or cette loi n'accorde pas au Roi le pouvoir d'organiser un tel régime.

Les personnes et les institutions auxquelles s'applique l'article 57 de la loi se voient reconnaître un droit au remboursement de la rémunération, mais non pas le droit d'être exemptées du paiement de celle-ci.

L'alinéa 6 en projet doit donc être omis.

Article 10.

1. La disposition en projet doit être complétée pour établir les règles essentielles de fonctionnement de la commission.

2. Il ressort des explications du délégué du ministre que les décisions visées à l'alinéa 5 de l'article 7bis en projet sont des arrêtés réglementaires pris en exécution des articles 55 à 57 de la loi du 30 juin 1994.

Outre que ces arrêtés relèvent de la compétence du Roi, et non de celle du ministre (1), il y a lieu d'observer qu'en prévoyant l'obligation de motiver expressément les décisions qui s'écartent des avis de la commission, l'alinéa 5 en projet institue une formalité substantielle que n'envisagent pas les articles 55 à 57 de la loi du 30 juin 1994.

L'alinéa 5 doit donc être omis.

---

(1) Hormis l'hypothèse d'une délégation accordée par le Roi au ministre, pour régler l'une ou l'autre question de détail.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering van de adviesaanvraag aldus :

> "Etant donné que le projet d'arrêté mentionné en rubrique a pour objet de compléter l'arrêté du 23 juin 1995 afin de garantir la sécurité juridique dans le cadre de la perception, de la répartition et du remboursement de la rémunération pour copie privée, il est opportun de veiller à ce que cette réglementation entre en vigueur le plus rapidement possible. A défaut, les questions qui sont réglées par ce projet d'arrêté sont susceptibles de donner lieu à des interprétations divergentes de la part des milieux concernés".

*

* *

Algemene opmerking.

Vanwege het grote aantal wijzigingen dat het ontworpen besluit aanbrengt in het koninklijk besluit van 23 juni 1995 betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken, verdient het aanbeveling om het

koninklijk besluit van 23 juni 1995 in zijn geheel te vervangen door een nieuw besluit.

Onderzoek van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. De gemachtigde van de minister is verzocht aan te geven waarom in paragraaf 2, eerste lid, van het ontworpen artikel 3bis het bedrag van de vergoeding vastgesteld wordt op 1,5 pct. van de verkoopprijs in het geval van apparaten die geïntegreerde systemen vormen en om dus te rechtvaardigen waarom die apparaten anders behandeld worden uit het oogpunt van het beginsel van gelijkheid voor de wet. Het antwoord van de gemachtigde luidt aldus :

> "Le taux de 1,5 pour cent du prix de vente pratiqué par le fabricant, acquéreur intracommunautaire ou importateur de systèmes intégrés a été fixé de manière à ce qu'au niveau du marché de l'ensemble des systèmes intégrés la rémunération perçue du chef de leur fonction de reproduction corresponde approximativement à ce qu'eût été cette rémunération au taux de 3 pour cent perçue, d'une part, sur les systèmes intégrés dans une enveloppe unique et, d'autre part, sur le seul élément permettant la reproduction, dans les systèmes intégrés formés d'une enveloppe par fonction, mais vendus comme un seul produit. Cette approximation a en outre été légèrement corrigée vers le bas étant donné qu'il est justifié de considérer que la rémunération pour les systèmes intégrés soit inférieure à celle perçue sur les systèmes permettant uniquement de réaliser des copies privées.

Cette approche présente l'avantage d'éviter la discrimination entre les systèmes intégrés suivant qu'ils soient présentés dans une seule enveloppe ou non. La correspondance ne peut être qu'approximative étant donné la diversité des systèmes intégrés existants".

Enige aanvulling van de uitleg zou deze ten goede komen. Vooral de bewering in de tweede zin van de eerste alinea van het antwoord van de gemachtigde ambtenaar behoeft verheldering : waarom wordt er terecht van uitgegaan dat de vergoeding voor geïntegreerde systemen lager is dan die welke geheven wordt op systemen waarmee alleen voor eigen gebruik gekopieerd kan worden ?

2. In paragraaf 2, tweede lid, wordt uiteengezet wat onder een "geïntegreerd systeem" moet worden verstaan. Die begripsbepaling hoort veeleer thuis in artikel 1, bij de definities die er worden gegeven.

3. Uit artikel 55, eerste en tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten blijkt dat de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken recht hebben op een vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik van hun werken en prestaties en dat die vergoeding betaald dient te worden op de dag dat dragers die gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van geluidswerken en audiovisuele werken of apparaten waarmee de reproductie mogelijk wordt, op het nationale grondgebied in de

handel worden gebracht. De wet bevat geen machtiging waarmee de Koning uitzonderingen op die voorschriften kan maken.

Bijgevolg is de Koning niet bevoegd om, gelijk gesteld wordt in paragraaf 3 van het ontworpen artikel 3bis, te bepalen dat "de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik betreffende geïnformatiseerde dragers die kunnen worden aangewend voor de reproduktie van geluidswerken en audiovisuele werken, alsmede die inzake informatica-apparatuur welke een dergelijke reproduktie mogelijk maakt, (...) vastgesteld (wordt) op 0 percent van de verkoopprijs aangerekend door de fabrikant, de intracommunautaire aankoper of de invoerder van die dragers of apparaten", dit wil zeggen om feitelijk voor die dragers en die apparaten vrijstelling van vergoeding te verlenen.

Weliswaar kan de vraag rijzen of de bij de wet voorgeschreven vergoeding verschuldigd is wanneer het gaat om apparaten en dragers die, zoals in het verslag aan de Koning in verband met de geïnformatiseerde apparaten en dragers woordelijk staat, "thans evenwel niet op betekenisvolle wijze aangewend (worden) voor de produktie(sic) voor eigen gebruik van geluidswerken en audiovisuele werken". Het betreft echter een aangelegenheid van uitlegging van de wet, voor het beslechten waarvan de Koning niet bevoegd is.

Paragraaf 3 moet dus vervallen.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor het ontworpen artikel 3ter en voor het ontworpen artikel 3quater, § 3, derde en vierde lid.

Artikel 4.

In paragraaf 3, tweede lid, van het ontworpen artikel 3quater behoren in de tekst nauwkeurig de criteria te worden bepaald op basis waarvan de minister de hem verleende bevoegdheid zal uitoefenen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 7, derde lid.

Artikel 8.

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State er al op heeft gewezen in haar advies L. 24.380/2 omtrent de bepaling die artikel 6 van het koninklijk besluit van 23 juni 1995 is geworden, is het een aangelegenheid van de Koning te bepalen welke inlichtingen noodzakelijkerwijze verschaft moeten worden met het oog op de controle op de inning van de vergoeding, aangezien de nadere regels voor de controle op de vergoeding volgens artikel 55, derde lid, van de wet van 30 juni 1994 bepaald moeten worden door de Koning. Die bevoegdheid mag alleen voor het regelen van detailkwesties aan de minister worden opgedragen.

Het ontworpen artikel 6 moet dientengevolge worden herzien.

Artikel 9.

1. Wanneer de Koning gelijk in artikel 57 van de wet van 30 juni 1994 voorgeschreven wordt, bepaalt op welke wijze de vergoeding wordt terugbetaald, mag Hij geen afbreuk doen aan het in die bepaling ingeschreven recht op terugbetaling.

In dit opzicht valt niet uit te sluiten dat de toepassing van de bepalingen die vervat zijn in het ontworpen tweede en het ontworpen vierde lid van artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 juni 1995, zal leiden tot situaties waarin sommigen niet het recht op terugbetaling kunnen doen gelden dat hun verleend wordt door artikel 57 van de wet van 30 juni 1994.

Die bepalingen dienen te worden herzien opdat het streven naar het voorkomen van een al te grote administratieve belasting van de vennootschap voor het beheren van de rechten zich volkomen verdraagt met het beginsel van recht op terugbetaling, dat vastgelegd is in artikel 57 van de wet van 30 juni 1994.

2. Het ontworpen zesde lid van artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 juni 1995 zet een regeling op

waarbij vrijstelling wordt verleend van de vergoeding voorgeschreven bij artikel 55 van de wet van 30 juni 1994.

Die wet maakt de Koning echter niet bevoegd om een zodanige regeling op te zetten.

De personen en de instellingen waarop artikel 57 van de wet toepassing vindt, hebben recht op terugbetaling van de vergoeding, doch niet het recht om de vergoeding niet te hoeven betalen.

Het ontworpen zesde lid moet dus vervallen.

Artikel 10.

1. De ontworpen bepaling dient zodanig te worden aangevuld dat de fundamentele voorschriften voor de werkwijze van de commissie worden gegeven.

2. Blijkens de uitleg van de gemachtigde van de minister zijn de beslissingen bedoeld in het vijfde lid van het ontworpen artikel 7bis, reglementaire besluiten die uitgevaardigd worden ter uitvoering van de artikelen 55 tot 57 van de wet van 30 juni 1994.

Ongerekend het feit dat die besluiten tot de bevoegdheid van de Koning behoren, niet tot die van de

minister (1), moet er opmerkzaam op worden gemaakt dat het ontworpen vijfde lid, dat de verplichting oplegt de beslissingen die van de adviezen van de commissie afwijken uitdrukkelijk te motiveren, zodoende een substantieel vormvereiste invoert dat niet in uitzicht wordt gesteld in de artikelen 55 tot 57 van de wet van 30 juni 1994.

Het vijfde lid moet dus vervallen.

---

(1) Behoudens het geval van bevoegdheid door de Koning aan de minister opgedragen voor het regelen van een of andere detailkwestie.

La chambre était composée de :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

Madame J. GIELISSEN, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. R. QUINTIN, référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit :

De H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter,
staatsraden,

griffier,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatie-bureau werd opgesteld door de H. R. QUINTIN, referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.